

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1898 - 7 juillet 1994 - 4 F

### D 1898 CHILI : NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES AVEC L'AMÉRIQUE DU NORD

Le 1er janvier 1994 entrait en vigueur le traité de l'Association de libre échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, les États-Unis et le Mexique (cf. DIAL D 1842). Il existe, dans le cône sud de l'Amérique du sud, un marché commun intitulé Mercosur (cf. DIAL D 1593) qui réunit depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Chili, pour sa part, est en pourparlers pour une intégration à l'ALENA. Mais le débat est ouvert sur le bien-fondé ou non d'une telle politique de libre échange à l'échelle de toutes les Amériques, ainsi que l'avait prônée le président Bush en 1990, quand il avait lancé son "Initiative pour les Amériques" (cf. DIAL D 1895).

C'est en réplique à cette politique économique nord-américaine qu'un groupe chilien intitulé "Réseau Chili pour une initiative des peuples" a lancé le manifeste ci-dessous. Texte de **ALAI** du 30 mai 1994.

Note DIAL

### CHILI : POUR UNE INITIATIVE DES PEUPLES

Une alternative à l'Initiative pour les Amériques lancée par le gouvernement nord-américain est possible et viable. On croit trop souvent qu'une autre politique, différente de celles prônées par les pays industrialisés ou par les organismes financiers internationaux tels que le FMI et la Banque mondiale, relève de l'utopie et de la simple déclaration d'intention, et que, par manque de réalisme, elle ne résiste pas à l'examen.

Face à l'omniprésence du mode de production et de consommation moderne ainsi qu'à la diffusion massive de ses modèles culturels et de ses politiques économiques, le risque existe de tomber dans un certain "pragmatisme", de faire preuve d'un apparent "réalisme", en acceptant ces modèles culturels et ces politiques économiques comme inévitables tout en pensant ingénument pouvoir leur imposer nos conditions.

Nous estimons pour notre part que des politiques alternatives à l'Initiative pour les Amériques sont non seulement possibles mais également incontournables si nous voulons maîtriser la détérioration des conditions économiques, sociales et écologiques de nos peuples.

#### Par rapport aux processus d'intégration économique et aux accords de libre échange

1. Un développement global, autonome et durable de l'Amérique latine et des Caraïbes suppose que toute réorientation de leur secteur extérieur s'effectue sur la base d'une nécessaire réduction du poids de la dette et d'un rôle plus actif des

gouvernements dans la régulation du commerce extérieur. Il suppose également l'accroissement de véritables avantages comparatifs par l'augmentation de valeur ajoutée dans la production des biens destinés à l'exportation.

2. D'autres éléments existent pour un changement qualitatif: la diversification des exportations latino-américaines, en particulier grâce à l'accroissement des échanges commerciaux Sud-Sud; la transformation de l'institution bancaire en outil au service du développement des peuples; l'organisation d'un réseau de banques pour le commerce extérieur; la création d'un mode de paiement propre à la région.

3. Il faut que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes agissent de façon coordonnée pour éviter que la logique de l'Initiative pour les Amériques s'impose et s'empare de tous les processus d'intégration économique sous-régionaux, en en faisant des "chevaux de Troie" d'une ultérieure libéralisation des marchés au service des groupes transnationaux, et en leur faisant porter le poids des coûts économiques et politiques de l'ouverture des marchés et des réformes, avant même d'ouvrir des négociations avec les États-Unis.

#### Par rapport au libre échange et à la situation des travailleurs

1. Il faut une démocratisation immédiate des négociations sur les accords de libre échange.

2. Il faut tenir compte des coûts sociaux et écologiques dans les négociations sur les traités de libre échange.

3. Il faut élaborer une charte sociale pour la sauvegarde des droits des travailleurs des secteurs de l'exportation, avec les nécessaires mécanismes de contrôle.

#### Par rapport à la dette extérieure

1. Les gouvernements latino-américains doivent tout faire pour la remise d'une part importante de la dette extérieure, compte tenu du fait qu'elle résulte pour une bonne part de la hausse brutale des taux d'intérêt.

2. C'est aux gouvernements latino-américains qu'il appartient de définir les mécanismes de conversion de la dette et ceux des privatisations.

3. Il importe que les organisations sociales et les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes agissent de concert pour faire face au problème de la dette qui leur est commun, et qu'ils renforcent l'autonomie économique et politique de leurs pays respectifs.

4. Une politique alternative concernant la dette extérieure doit s'appuyer sur la mobilisation des citoyens.

#### Par rapport aux investissements étrangers et à la souveraineté vis-à-vis des entreprises transnationales

1. Les capitaux étrangers doivent s'investir dans de nouvelles entreprises qui sont réellement créatrices d'emplois, et qui produisent des biens permettant d'être plus compétitifs à l'exportation ou plus accessibles à de larges couches de la population.

2. Les investissements étrangers doivent comporter une part réelle de transferts technologiques adaptés aux économies de la région et parfaitement maîtrisés par les techniciens et les travailleurs latino-américains.

3. Les entreprises étrangères doivent contribuer à la conservation des ressources naturelles et du milieu ambiant.

4. Les entreprises étrangères doivent contribuer à l'équilibre du commerce extérieur dans chacune des économies nationales.

5. La présence de capitaux étrangers dans nos pays ne peut aucunement être synonyme d'imposition, de leur part, de mesures discriminatoires envers nos pays.

Par rapport au milieu ambiant, nous plaidons pour les mesures suivantes:

1. pour une reconnaissance internationale de la dette écologique;
2. pour une sécurité écologique et une culture de paix;
3. pour une sécurité alimentaire nationale et mondiale.

En résumé, les propositions énoncées dans ce manifeste présentent quelques-uns des éléments nécessaires à la définition d'un développement tourné vers la recherche d'une société solidaire, par le renforcement de la démocratie, par la mise en place d'un mode de production efficace, autonome et durable, répondant ainsi aux besoins économiques de la population et aux exigences de liberté des peuples.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)